



L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse

La Caisse de Développement de la Corse

Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables

Avenant N°1

- Vu la loi du 13 mai 1991 portant création de la Collectivité Territoriale de Corse,
- Vu la loi du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- Vu la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales,
- Vu la loi les articles 107 et suivant du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne
- Vu l'article 17 des statuts de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse approuvés par la délibération n°92/44 de l'Assemblée de Corse en date du 26 juin 1992 qui prévoit que le Conseil d'Administration délibère sur les conditions générales d'organisation et de fonctionnement de l'Office,
- Vu la délibération n°2019-294 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 8 mars 2019 prenant acte du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2019
- Vu la délibération n°2019 –302 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt à destination des gestionnaires de fonds d'ingénierie financière
- Vu la délibération N°2019- 299 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 15 avril 2019 approuvant le budget 2019 et affectant la somme de 1.6 M€ au titre des dispositifs d'ingénierie financière dans sa section « fonctionnement ».
- Vu l'appel à manifestation d'intérêt émis par l'ODARC le 6 mai 2019
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse(ODARC), en date du 31 juin 2019 autorisant le Directeur de l'ODARC à signer avec la CADEC la convention instaurant le Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR).
- Vu La convention instaurant le FACAR signée le 25 septembre 2019 entre l'ODARC et la CADEC
- Vu la délibération du conseil d'administration de l'Office du Développement Agricole et Rural de Corse(ODARC), en date du 30 avril 2020 autorisant le Directeur de l'ODARC à signer avec la CADEC le présent avenant

Il a été décidé ce qui suit :

Entre,

L'Office du Développement Agricole et Rural de Corse (ci-après désigné ODARC), sis Avenue Paul GIACOBBI – 20200 BASTIA, représenté par sa Directrice par intérim **Madame Marie-Pierre BIANCHINI**,

et,

La société Caisse de Développement de la Corse (ci-après désignée CADEC) société anonyme au capital de 5.001.240 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés d'Ajaccio sous le numéro 321777021 ayant son siège social, 6 avenue de Paris, 20000 AJACCIO, représentée par le Président de son Conseil d'administration **Monsieur Alexandre VINCIGUERRA**,

PREAMBULE :

La crise du COVID 19 frappe durement les exploitations agricoles Corses.

Perte de chiffre d'affaires, nécessité de la continuité de l'exploitation, reprise commerciale incertaine sont autant de problématiques qui influent sur le niveau de trésorerie des exploitations.

L'Etat a mis en œuvre deux dispositifs permettant un soutien en trésorerie.

- Le fonds de solidarité mis en place par les services de l'Etat. Ce dispositif a pour objet le versement d'aides financières à une entreprise qui exerce une activité économique particulièrement touchée par les conséquences de l'épidémie de covid-19.
- Le prêt garanti par l'Etat (PGE) qui permet aux banques d'accorder un prêt de trésorerie garanti à 90%.

Si le fonds de solidarité est immédiatement mobilisable, la mobilisation du PGE surtout pour les petits exploitants est plus difficile.

C'est pour cette raison que l'ODARC et la CADEC proposent que la convention instituant le Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) soit modifiée comme suit :

1 – dans le préambule de la convention du 25 septembre 2019

Il est supprimé :

Par les présentes, l'ODARC et la CADEC constituent un fonds d'intervention destiné à cofinancer les exploitations agricoles pouvant bénéficier de la mesure 412 du Programme de Développement Rural de Corse, mise en œuvre par le service instructeur de l'ODARC.

Ce fonds s'intitule : Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) .

Il est rajouté en lieu et place :

Par les présentes, l'ODARC et la CADEC constituent un fonds d'intervention destiné :

- *à cofinancer les exploitations agricoles pouvant bénéficier de la mesure 412 du Programme de Développement Rural de Corse, mise en œuvre par le service instructeur de l'ODARC.*
- *à soutenir les exploitations agricoles qui ont eu à subir les conséquences de la crise sanitaire liée au COVID-19*

Ce fonds s'intitule : Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) .

Il est supprimé dans la rubrique « Bénéficiaires »

- *Le bénéficiaire doit présenter un prévisionnel d'exploitation viable sur trois ans*
- *Le bénéficiaire doit être un agriculteur non JA détenteur d'un arrêté attributif de subvention au titre de la mesure 4.1.2 du PDRC.*

Il est rajouté en lieu et place dans la rubrique « Bénéficiaires »

- *Dans le cas des exploitations agricoles pouvant bénéficier de la mesure 412 du Programme de Développement Rural de Corse, le bénéficiaire doit présenter un prévisionnel d'exploitation viable sur trois ans et le bénéficiaire doit être un agriculteur non JA détenteur d'un arrêté attributif de subvention au titre de la mesure 4.1.2 du PDRC.*
- *Dans le cas des exploitations sollicitant une avance remboursable dans le cadre de la crise sanitaire COVID 19, le bénéficiaire ne doit pas avoir bénéficié du dispositif national de prêt garanti par la BPI.*

Il est supprimé dans la rubrique « Opérations éligibles »

- *Les opérations éligibles à la mobilisation du dispositif d'avances remboursables concernent l'acquisition, la construction et l'amélioration des bâtiments des exploitations agricoles, notamment :*
 - *Les bâtiments d'élevage : bergerie et salle de traite (systèmes hors sol proscrit), les unités de naissage...etc.*
 - *Les structures de conditionnement, stockage et transformation à la ferme de la production de l'exploitation, y compris froid.*
 - *Les bâtiments dédiés au stockage du matériel*
 - *Les structures de type : serres de production, les serres tunnel...etc*
 - *Les infrastructures connexes aux opérations éligibles telles que la création de pistes d'accès secondaire des bâtiments des exploitations et leurs équipements (portail, clôtures, passages, forage...) sont intégrées à l'assiette des dépenses concernée par le dispositif.*

Il est rajouté en lieu et place dans la rubrique « Opérations éligibles »

Les opérations éligibles à la mobilisation du dispositif d'avances remboursables concernent :

- *l'acquisition, la construction et l'amélioration des bâtiments des exploitations agricoles, notamment :*
 - *Les bâtiments d'élevage : bergerie et salle de traite (systèmes hors sol proscrit), les unités de naissage...etc.*
 - *Les structures de conditionnement, stockage et transformation à la ferme de la production de l'exploitation, y compris froid.*
 - *Les bâtiments dédiés au stockage du matériel*
 - *Les structures de type : serres de production, les serres tunnel...etc*
 - *Les infrastructures connexes aux opérations éligibles telles que la création de pistes d'accès secondaire des bâtiments des exploitations et leurs équipements (portail, clôtures, passages, forage...) sont intégrées à l'assiette des dépenses concernée par le dispositif*

- *le soutien aux exploitations impactées par la crise du COVID 19*

2 – Dans l'article N°1 : Objet de la convention

Il est supprimé

L'objet de la présente convention consiste en la création d'un fonds d'avance remboursable aux exploitants agricoles mobilisant un financement bancaire lié à un investissement bénéficiant d'une subvention octroyée par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de toute autre mesure équivalente dans les PDRC futurs.

Il est rajouté en lieu et place

L'objet de la présente convention consiste en la création d'un fonds d'avance remboursable aux exploitants agricoles qui :

- *d'une part mobilise un financement bancaire lié à un investissement bénéficiant d'une subvention octroyée par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de toute autre mesure équivalente dans les PDRC futurs*

- d'autre part est destiné aux exploitations impactées par la crise du COVID 19.

3 – L'article 2 : Conditions d'application est supprimé et remplacé par :

Le Fonds Agricole Corse d'Avances Remboursables (FACAR) est créé afin de mobiliser des avances remboursables gérées par la CADEC dédiées :

- d'une part aux projets bénéficiant des subventions liées à l'investissement octroyées par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC.
- D'autre part aux exploitations agricoles touchées par la crise du COVID-19

31 - Dans le cas de projets bénéficiant des subventions liées à l'investissement octroyées par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC :

Le programme global d'investissement matériel et/ou immatériel peut cumuler deux types d'interventions :

- les subventions d'investissement,
- les avances remboursables cofinçant le projet, comportant obligatoirement l'intervention d'une banque à travers un concours à moyen ou long terme, d'un montant et d'une durée, au moins équivalents à ceux de l'avance remboursable.

Octroyée par la CADEC, au bénéfice d'une entreprise agricole (au sens donné par la commission européenne), dans le cadre d'un projet d'investissement, une avance remboursable présente les caractéristiques suivantes :

- durée maximum huit ans
- durée minimum trois ans
- remboursement par échéances mensuelles constantes
- d'un montant global plafonné à 50% du montant hors taxe du projet
- devant s'accompagner d'un crédit bancaire au titre du projet d'un montant et d'une durée au moins égaux à ceux de l'avance remboursable
- d'un montant minimum de 10 000 euros et d'un montant maximum de 50 000 euros par opération
- à taux zéro
- avec prise de garantie personnelle
- avec des frais de dossier prélevés sur le montant de l'avance, lors du déblocage des fonds, d'un montant égal à 2% du montant de l'avance
- L'adhésion à un contrat d'assurance invalidité-décès pour le montant et la durée de l'avance sera exigée lors du déblocage des fonds
- En ce qui concerne le co financement, chaque établissement établit son contrat, toutefois, le déblocage des fonds par virement, par la CADEC sur le compte du client ne peut intervenir qu'après signature du contrat de prêt auprès de la banque partenaire, et signature de la convention de subvention.

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs personnes physiques ou morales dont l'objet est agricole (sociétés à objet agricole, tels que les GAEC, EARL, SCEA, SASU...) . Pour les personnes morales la majorité des parts doit être détenue par une ou plusieurs personnes physiques justifiant du statut d'exploitant agricole. Sont également éligibles les groupements agricoles dans laquelle les exploitants agricoles détiennent la totalité des parts sociales.

Les sociétés en participation, les indivisions, les propriétaires bailleurs de biens fonciers sont exclus du dispositif.

32 - Dans le cas de soutien aux exploitations agricoles touchées par la crise du COVID19

Octroyée par la CADEC, au bénéfice d'une entreprise agricole (au sens donné par la commission européenne), dans le cadre d'un soutien en trésorerie, une avance remboursable présente les caractéristiques suivantes :

- durée maximum trois ans
- remboursement par échéances mensuelles constantes
- d'un montant minimum de 2000 euros et d'un montant maximum de 8000 euros par opération
- à taux zéro
- avec prise de garantie personnelle
- avec des frais de dossier prélevés sur le montant de l'avance, lors du déblocage des fonds, d'un montant égal à 2% du montant de l'avance
- L'adhésion à un contrat d'assurance invalidité-décès pour le montant et la durée de l'avance sera exigée lors du déblocage des fonds

4 – L'article 4 : Modalités de traitement des avances remboursables agricoles est supprimé et remplacé par :

41 - Dans le cas de projets bénéficiant des subventions liées à l'investissement octroyées par l'ODARC dans le cadre de la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC :

1 - Toute demande de financement dans le cadre du FACAR, auprès de l'ODARC ou de la CADEC fera l'objet d'une information réciproque.

2- Pour pouvoir être éligible à une Avance Remboursable au titre du Fonds, le concours financier objet de la demande doit s'accompagner d'une convention (ou arrêté) attributif de subvention relatif à la mesure 412 du PDRC actuel ou de la mesure équivalente dans le prochain PDRC.

3 - Tout dossier de demande d'octroi d'une Avance Remboursable devra être déposé auprès de l'ODARC ou de la CADEC, via dépôt d'une lettre d'intention de demande de soutien financier (« DI ») dont est un exemple est fourni en annexe.

Toute DI sera enregistrée par les services de l'ODARC qui en vérifieront l'éligibilité.

De manière conventionnelle, les critères d'éligibilité seront analysés :

- en fonction du référentiel et des règles générales d'orientation des politiques de développement prônées par la CTC,
- de l'exploitation et du projet envisagé, en application des présentes.

4 – Toute DI reçue à l'ODARC sera transmise à la CADEC pour instruction.

5 - La CADEC accusera réception par tous moyens dans les huit jours, s'obligera à instruire toutes les DI transmises et établira, après examen des pièces justificatives (annexe N°2) un rapport d'instruction.

Sur présentation du rapport d'instruction réalisé par la CADEC, comportant son avis et après vérification du respect des dispositions réglementaires notamment de l'accord écrit de la banque qui cofinance l'investissement, le comité d'engagement de la CADEC statuera sur l'octroi du financement et les conditions de ce dernier.

Un représentant de l'ODARC sera invité au comité d'engagement de la CADEC.

Dans le cadre de l'instruction, la CADEC tiendra informé l'ODARC de l'état d'avancement du dossier.

La CADEC notifiera au demandeur sa décision d'octroi dans les huit jours suivants, accompagné du courrier type du Président de l'ODARC informant le bénéficiaire de la provenance des fonds publics mis à sa disposition.

6.2 : Traitement des dossiers

Hormis les procédures d'attribution des Financements réalisées dans le cadre de la procédure prévue ci-dessus, la CADEC assurera seule la mise en place du Financement et son suivi. La CADEC assurera dans ce cadre le recouvrement de ce dernier par tous moyens qu'elle jugera nécessaire. En cas d'impayés d'un Financement octroyé, les provisions nécessaires seront comptabilisées sur le FACAR. La comptabilisation des pertes effectives sera opérée selon les mêmes règles que précisées ci-dessus.

42 - Dans le cas de soutien aux exploitations agricoles touchées par la crise du COVID19

1 - Toute demande de financement dans le cadre du FACAR, auprès de l'ODARC ou de la CADEC fera l'objet d'une information réciproque.

2- Pour pouvoir être éligible à une Avance Remboursable au titre du Fonds, le concours financier objet de la demande doit s'accompagner :

- Soit de l'accusé de réception de la demande d'aide exceptionnelle du fond de solidarité dans le cadre du COVID-19*
- Soit d'une signification de refus bancaire au titre d'une demande rejetée de prêt garanti par l'Etat (PGE).*

3 - Tout dossier de demande d'octroi d'une Avance Remboursable devra être déposé auprès de la CADEC, via dépôt d'une lettre d'intention de demande de soutien financier (« DI ») dont est un exemple est fourni en annexe.

De manière conventionnelle, les critères d'éligibilité seront analysés :

- en fonction du référentiel et des règles générales d'orientation des politiques de développement prônées par la CDC,*
- de la justification du besoin de trésorerie.*

4 – Toute DI reçue à l'ODARC sera transmise à la CADEC pour instruction.

5 - La CADEC accusera réception par tous moyens dans les huit jours, s'obligera à instruire toutes les DI transmises et établira, après examen des pièces justificatives (annexe N°2) un rapport d'instruction.

Sur présentation du rapport d'instruction réalisé par la CADEC, comportant son avis et après vérification du respect des dispositions réglementaires notamment de l'accord écrit de la banque qui cofinance l'investissement, le comité d'engagement de la CADEC statuera sur l'octroi du financement et les conditions de ce dernier.

Un représentant de l'ODARC sera invité au comité d'engagement de la CADEC.

Dans le cadre de l'instruction, la CADEC tiendra informé l'ODARC de l'état d'avancement du dossier.

La CADEC notifiera au demandeur sa décision d'octroi dans les huit jours suivants, accompagné du courrier type du Président de l'ODARC informant le bénéficiaire de la provenance des fonds publics mis à sa disposition.

6.2 : Traitement des dossiers

Hormis les procédures d'attribution des Financements réalisées dans le cadre de la procédure prévue ci-dessus, la CADEC assurera seule la mise en place du Financement et son suivi. La CADEC assurera dans ce cadre le recouvrement de ce dernier par tous moyens qu'elle jugera nécessaire. En cas d'impayés d'un Financement octroyé, les provisions nécessaires seront comptabilisées sur le FACAR.

La comptabilisation des pertes effectives sera opérée sur le FACAR dès la troisième échéance impayée.

5 – Le reste de la convention est inchangé

A BASTIA, le

2020

Le Président de la CADEC

La Directrice par intérim de l'ODARC

Alexandre VINCIGUERRA

Marie-Pierre BIANCHINI